Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-9** **07/01/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 18

Objet : Appel à candidatures : 18 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de coordinateur(rice) de dossier dans le cadre de la réglementation REACH (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de directeur(rice) délégué pour les produits réglementés (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) de service, service contrôle (catégorie A ou A+) à CHANTEPIE (35).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) de l'unité régulation des marchés, droits à produire et certificats (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN) :

1 poste de chef(fe) de projet "Géo-infrastructure" (catégorie A+ technique) à SAINT-MANDE (94).

1 poste de directeur(rice) de recherche impacts du changement climatique sur les forêts à NANCY (54).

Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE) :

1 poste de responsable de la formation professionnelle de la future école supérieure du cheval et de l'équitation (F/H) (catégorie A) à SAUMUR (49).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chargé(e) d'études pour l'administration des données (catégorie A) à VINCENNES (94).

1 poste de chargé(e) d'études sur les indicateurs d'état et de diagnostic (catégorie A) à VINCENNES (94).

Office National des Forêts (ONF) :

1 poste de chef(fe) des services financiers (catégorie A) à TOULOUSE (31).

1 poste de chef(fe) du service des ressources humaines (catégorie A) à TOULOUSE (31).

1 poste de chef(fe) du service des ressources humaines territorial (catégorie A) à BOIGNY-SUR-BIONNE (45).

1 poste de directeur(rice) d'agence études (catégorie A) à BORDEAUX BRUGES (33).

1 poste de directeur(rice) d'agence études (catégorie A) à FONTAINEBLEAU (77).

1 poste de directeur(rice) d'agence études (catégorie A) à MONTPELLIER (31).

Parc Amazonien de Guyane :

1 poste de chargé(e) de mission : "animation, mise en oeuvre de la charte et développement territorial" (catégorie A ou agent contractuel) à REMIRE-MONTJOLY (Guyane).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de mission - activités en milieu marin (catégorie A) à MARSEILLE (13).

Parc National du Mercantour :

1 poste de chargé(e) de mission écotourisme et marque (catégorie A ou agent contractuel) à NICE (06).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Date : 17/12/2014

Poste à pourvoir	**Coordinateur de dossier dans le cadre de la Réglementation REACH (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'Évaluation des Risques,
Unité en charge des Produits Chimiques – REACH-CLP

La direction de l'évaluation des risques (DER) réalise des expertises destinées à éclairer les politiques publiques de sécurité sanitaire sur l'ensemble des champs de compétence de l'Anses. Elle instruit également de nombreux dossiers techniques de demandes d'autorisation de produits ou de procédés en appui au gestionnaire du risque. La direction s'appuie à la fois sur l'expertise de ses scientifiques internes et sur les quelque 750 experts externes qu'elle mobilise dans ses collectifs. La direction produit également des études scientifiques s'intéressant notamment à l'exposition de la population. Elle assure, enfin, le fonctionnement d'observatoires relatifs à la connaissance des contaminants ou des compositions nutritionnelles.

Missions / contexte

L'unité en charge des évaluations dans le cadre de la mise en œuvre œuvre des Règlements REACh (règlement (UE) n° 1907/2006) et CLP (règlement (CE) n°1272/2008) élabore les dossiers scientifiques proposés par la France. L'unité apporte également un appui aux tutelles (DGPR, DGT, DGS) pour toutes les questions techniques relevant des Règlements REACH & CLP, ou d'autres réglementations sur les substances chimiques. Elle coordonne également les réponses aux saisines dans son champ de compétences.
L'équipe est composée d'environ 12 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Contribuer à la mise en œuvre du protocole d'accord et à l'élaboration des dossiers CLP et REACH. Dans le cadre de ce dernier, il s'agitplus particulièrement de prendre en charge des dossiers d'évaluation, d'identification de substances très préoccupantes ou de restriction, et d'analyse de meilleure option de gestion de risques.

Activités

↳ Assurer le pilotage de dossiers REACH

- Animation et coordination d'équipes pluridisciplinaires (toxicologues, écotoxicologues, chimistes, économistes) pour la réalisation de l'évaluation scientifique prévue dans les dossiers REACH
- Expertise règlementaire et scientifique des dossiers
- Coordination de la rédaction différents documents de rendus : avis de l'Anses, rapports de synthèse, rapports d'évaluation, projets de décision de l'ECHA, dossiers annexe XV…
- communication, suivi et traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, avec les instances de tutelles et au niveau des comités et groupes de travail européens

↳ Assurer les appuis techniques auprès des ministères de tutelle dans son domaine de compétence (toxicologie, écotoxicologie ou expologie).

↳ Assurer une expertise règlementaire et scientifique sur certains dossiers REACH :

- Veille règlementaire,
- Analyse des dangers pour la santé humaine ou l'environnement, des risques, identification de substances d'intérêt, identification des mesures de gestion des risques les plus appropriées
- collecte et analyse des données pour les dossiers
- consultation des parties prenantes, animation/ mobilisation du réseau d'experts en interne et en externe.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

- Diplôme d'ingénieur ou de Master 2 (toxicologie, écotoxicologie ou expologie),
- Docteur es Sciences (toxicologie, écotoxicologie ou expologie)

Expériences

Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation réglementaire des substances chimiques

Compétences

- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral),
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Pratique de la bureautique (traitement de texte et de données, tableur…).
- Gestion de projet
- Connaissances réglementaires (REACH, CLP)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 18 janvier 2015

Renseignements sur le poste : Christophe Rousselle (christophe.rousselle@anses.fr), Cécile Michel (cecile.michel@anses.fr)

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-132 par courriel à : recrutement@anses.fr

Date : 17/12/2014

Poste à pourvoir	**Directeur délégué pour les produits réglementés (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de travail à durée indéterminée de droit public, Détachement, Affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction déléguée pour les produits réglementés

Missions / contexte

Cette direction est une création au sein de l'agence : elle fait suite à la décision du Gouvernement et du Parlement de transférer à l'Anses la responsabilité de gérer les décisions d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), matières fertilisantes et supports de culture (MFSC), et, dans un deuxième temps, des produits biocides. Cette décision s'accompagne également de la mise en place d'un dispositif de surveillance des impacts de ces produits sur la santé humaine, la faune, la flore et l'environnement (eau, air, sol,…) : ce dispositif vise à faire remonter à l'agence tous les signalements qui permettront d'ajuster, si nécessaire, les décisions prises initialement.
Dans la mesure où l'Anses a déjà depuis 2006 la responsabilité de l'évaluation des dossiers PPP, MFSC et biocides, réalisée dans le cadre d'une direction créée à ce moment là - la direction d'évaluation des produits réglementés-, la nouvelle direction déléguée sera constituée de cette direction existante (sous réserve de quelques ajustements de périmètre), d'un département des AMM à créer, et d'une unité d'enregistrement des dossiers, transversale l'évaluation et à la gestion, destinée à être le point de contact pour les pétitionnaires pour toutes les questions

de nature contractuelle avec l'agence (administratif et juridique notamment).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le directeur délégué sera placé directement sous la responsabilité du directeur général. Il sera membre du comité exécutif et du comité de direction de l'agence.

Activités

- **Assurer la coordination interne** des différentes activités (i) d'enregistrement et de suivi contractuel des dossiers ; (ii) d'évaluation des produits ; (iii) de prise de décision des AMM (autorisation initiale, renouvellement décennal, modification ou retrait) ; (iv) de suivi des données de post-AMM, dans le cadre des dispositifs de vigilance et de surveillance en place. Dans la mesure où il s'agit d'une évolution notable des activités actuelles de l'agence, le directeur délégué aura un rôle important à jouer dans la mise en place d'une organisation nouvelle, visant à concilier l'indépendance de l'évaluation scientifique avec l'exigence d'optimisation du processus global, dans le cadre d'un système d'information rénové, et dans le souci de respecter les délais fixés par la réglementation. Les différentes composantes (évaluation, gestion, surveillance) s'appuieront sur des collectifs d'experts.

- **Signer les décisions d'autorisation** de mise sur le marché des produits, par délégation du directeur général, ainsi que leurs renouvellements, modifications, suspensions ou retraits, dans le cadre de la réglementation européenne et nationale.

- **Piloter les processus de concertation** avec les différentes parties prenantes et les ministères concernés, en vue de créer la confiance au travers d'un haut niveau d'exigences en termes d'excellence scientifique, d'indépendance de l'expertise, de transparence et d'ouverture au dialogue.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Profil requis : Corps de hauts fonctionnaires

Expériences similaires

Cadre supérieur de la Fonction publique ayant une solide expérience :

- de management d'équipes importantes et de haut niveau scientifique
- de management en gestion de risque, pouvant toucher à des enjeux sanitaires et environnementaux.

Compétences

- capacité à dialoguer avec tous les acteurs de la société (industriels, associations, ONG environnementales, filières agricoles, ministères,…) sur des sujets pouvant porter à controverse, dans un esprit d'écoute et d'ouverture, tout en préservant l'indépendance de l'agence et sa liberté de jugement, malgré les éventuelles pressions exercées.
- capacité à prendre ses responsabilités après collecte de l'ensemble des éléments utiles disponibles, en veillant à la cohérence des décisions prises selon les lignes directrices établies.
- Maitrise de l'anglais parlé et écrit
- Capacité à s'investir dans un domaine caractérisé par un cadre réglementaire complexe, et à prendre des initiatives pour anticiper les questionnements scientifiques et sociétaux, par le lancement d'études et la collecte de données.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15/01/2015

Renseignements sur le poste : Sonia Vigouroux (sonia.vigouroux@anses.fr; 01 56 29 52 01)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-130 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Agence de Services et de Paiement – Délégation Régionale Bretagne

40 forum de la rocade CS 17429 - 35574 Chantepie cedex

Chef(fe) de service, Service Contrôle

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : F4165
Catégorie : A/A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel :</td><td>Cotation part fonction PFR :
Attaché d'administration : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant/SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La délégation régionale Bretagne couvre les quatre départements de la région sur l'ensemble des missions qui sont confiées à l'établissement. Elle est structurée en quatre services (service général, services contrôles, service gestion des aides, service assistance technique).
Ce poste est placé sous la responsabilité du délégué régional. Le titulaire est membre du comité de direction de la délégation. Le service contrôle est composé d'environ trente personnes titulaires. L'équipe est renforcée pendant la période des contrôles surface.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le titulaire du poste est chargé de piloter le service contrôle dans toutes ses composantes et domaines d'activités.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">En tant que cadre supérieur de la délégation :
- Seconder et conseiller le délégué régional, le remplacer si nécessaire lors de ses absences dans les relations internes ou externes ;
- Participer au fonctionnement général de la délégation et proposer toutes mesures permettant d'améliorer l'organisation.
En tant que chef de service :
- Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il a la responsabilité, respecter les objectifs fixés, notamment de qualité et de délai ;
- Rendre compte et proposer au délégué régional, les améliorations d'organisation et de procédures envisageables ;
- Etre dans ses domaines, l'interlocuteur privilégié des partenaires extérieurs et des services centraux de l'Agence ;
- Assurer l'organisation opérationnelle du service, gérer le personnel en fonction de l'activité ;
- Piloter et manager l'ensemble du service, recruter, accompagner, évaluer les membres de son équipe.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- L'ensemble des services de la délégation, les services centraux et les autres délégations régionales.
- Les partenaires institutionnels et professionnels de l'Agence.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement institutionnel de l'ASP ;
- Maîtrise réglementaire et technique des contrôles ;
- Maîtrise des techniques de communication.</td><td>- Diriger, animer et gérer une équipe ;
- Organiser et anticiper ;
- Respecter les procédures et les échéances ;
- Déléguer ;
- Négocier.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- François VARAGNAT, Délégué Régional ASP Bretagne –Tél. : 02.99.78.86.01 francois.varagnat@asp-public.fr
Thierry DOUVILLE, Chef de service adjoint DRH/SEEC - Tél. : 05.55.12.00.72, thierry.douville@asp-public.fr
Evelyne DELAFONTAINE, Conseillère recrutement
evelyne.delafontaine@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Direction interventions /Service régulation des marchés et programmes sociaux
Unité régulation des marchés, droits à produire et certificats

Chef(fe) de l'unité régulation des marchés, droits à produire et certificats

N°appel à candidature : 150101
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 4**

Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	Ce poste est rattaché à la Direction « interventions » composée de 6 services dont le service « régulation des marchés et programmes sociaux ». L'unité « régulation des marchés, droits à produire et certificats » est chargée de la gestion des certificats d'importation et d'exportation, des droits à produire et des aides de l'OCM pouvant être réactivées selon l'état des marchés (restitutions, stockage privé et public). Elle est composée de 3 pôles : commerce extérieur, marché intérieur et intervention / appui fonctionnel.	
Objectifs du poste	Organiser, animer et coordonner les 3 pôles de gestion et de suivi des dispositifs relatifs à la régulation des marchés : encadrement des échanges pays tiers, mesures d'intervention OCM et contingentement de la production (quotas laitiers jusqu'en 2015, sucre hors quota jusqu'en 2017 et meunerie).	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Organiser et faire fonctionner son équipe dans une logique de qualité de service ; - Assurer le suivi de l'activité et organiser le suivi du contrôle interne ; - Coordonner la supervision des procédures de gestion mises en œuvre dans les pôles ; - Coordonner la contribution des pôles à l'analyse économique et à l'appui des opérateurs ; - Réaliser ou faire réaliser des expertises réglementaires et opérationnelles relevant du périmètre d'activité de l'unité ; - Piloter et faire évoluer les systèmes d'informations utilisés au sein de l'unité ; - Coordonner ou assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes ; - Rendre compte de l'activité.	
Champ relationnel du poste	- Les services du siège ainsi que les services territoriaux. - Les bureaux de la DGPAAT et des douanes ainsi que les services de la Commission européenne.	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- De l'organisation de l'établissement et de son environnement institutionnel, économique et réglementaire ; - De la réglementation nationale et communautaire réagissant les mesures gérées et des procédures associées ; - Du contexte communautaire «organisme payeur ».	- Les techniques de communication écrite et orale ; - Le management d'équipes ; - Le pilotage des systèmes d'information et des applications métiers ; - La remontée d'informations pertinentes ; - Rigueur et capacité d'analyse et de synthèse, être force de proposition, bonnes relations avec les tiers.
Personnes à contacter	- Pierre-Yves BELLOT, Directeur interventions – Tél. : 01.73.30.30.13 pierre-yves.bellot@franceagrimer.fr - Christophe DASSIE, chef du service régulation des marchés et programmes sociaux – Tél. : 01.73.30.37.30 christophe.dassie@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH- Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 23 janvier 2015

INSTITUT NATIONAL
DE L'INFORMATION
GÉOGRAPHIQUE
ET FORESTIÈRE

Chef(fe) de projet "Géo-infrastructure"

L'IGN :

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle des ministres chargés respectivement du développement durable et des forêts. Ses missions, fixées par le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011, visent à fournir une description complète du territoire national en données géographiques et forestières de référence, et à mettre à la disposition des responsables publics et privés ces données géographiques et forestières indispensables au développement du pays.
Au sein de l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN), la direction des services et du système d'information (D2SI) est notamment responsable de la conception, de la mise en œuvre et de la maintenance du système d'information de l'IGN.

CONTEXTE :

La D2SI s'apprête à lancer le projet de phase 4 du Géoportail, portail des territoires et des citoyens pour l'accès à l'information géolocalisée : http://www.geoportail.gouv.fr. Il est impératif que la phase 4 du Géoportail soit en production opérationnelle en février 2018 au plus tard.
Afin d'avoir davantage de souplesse sur la partie « visible » du Géoportail (portail et API), il a été décidé de découper le projet en deux lots :
Le Lot 1 concerne la refonte du portail et de l'API. La première étape consiste en une étude préalable sur l'API (4ème trimestre 2014).
Le Lot 2 constitue la partie la plus conséquente du projet. Le Projet « Géo-infrastructure » englobe la refonte de l'entrepôt (chargement et traitement des données pour la diffusion), les services (d'alimentation, de diffusion) mais aussi les questions d'architecture technique et d'hébergement.

L'IGN recherche un chef de projet pour assurer le pilotage du lot 2 « Géo-infrastructure ». Pour la définition de l'architecture, le chef de projet sera épaulé par un urbaniste, un architecte technique et le responsable de la sécurité des systèmes d'information de l'IGN. Une assistance à maîtrise d'ouvrage externalisée est également prévue sur l'ensemble du projet de phase 4 du Géoportail.

LE POSTE :

- Rédiger une étude préalable pour le Géoportail Phase 4 (état des lieux et bilan du Géoportail phase 3, état de l'art des technologies du Web existantes et à venir ;
- Proposer des scénarii répondant aux orientations définies par le directeur de programme IGN et aux besoins recensés auprès des utilisateurs, et les évaluer) ;
- Assurer le lien avec le lot 1 ;
- Participer à la rédaction des cahiers des charges des marchés réalisation, hébergement, maintenance …(en lien avec l'AMOA) ;
- Piloter les développements du Lot 2 en interne IGN (équipes de quelques développeurs) et en externe en suivant les marchés correspondants ;
- Rendre compte en comité de pilotage et en comité de direction ;
- Effectuer les recettes des différents livrables ;
- Valider la mise en production de la plateforme du Géoportail 4.

LE CANDIDAT :

Compétences et connaissances recherchées :
- Connaître les systèmes d'information et les technologies du web ;
- Savoir réaliser une étude préalable ;
- Savoir rédiger un cahier des charges ;
- Connaître les procédures d'achat et les techniques de communication.

Aptitudes requises :
- Esprit de synthèse ;
- Qualité d'écoute ;
- Capacité à être force de proposition ;
- Aptitude à rendre compte.

Durée du poste : 3 à 5 ans, soit la durée du projet plus environ un an de fonctionnement opérationnel.

Niveau/ Catégories :
onctionnaire de catégorie A+ technique.

Lieu de travail :
Saint-Mandé (94).

Rémunération :
Statutaire + régime indemnitaire mensualisé + budget social + restaurant d'entreprise.

Pièces à inclure dans le dossier : lettre de motivation, CV détaillé.

Renseignements :
- Pascal CHAMBON, Directeur D2SI - Tél. : 01.43.98.83.16
- Jean-Luc COUSIN, Directeur adjoint D2SI - Tél. : 01.43.98.82.08
- Pierre KERMAÏDIC, Chargé de développement de ressources humaines - Tél. : 01.43.98.84.82
- Service recrutement emploi formation - Tél. : 01.43.98.83.96

Décembre 2014

INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE

Directeur de recherche

Impacts du changement climatique sur les forêts

L'IGN :

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous la tutelle des ministres chargés respectivement du développement durable et des forêts. Ses missions, fixées par le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011, visent à fournir une description complète du territoire national en données géographiques et forestières de référence, et à les mettre à la disposition des autorités publiques et du secteur privé. L'Institut est également chargé d'une mission de recherche et de développement dans ses domaines de compétence.

Suite à la fusion avec l'Inventaire forestier national, l'IGN est chargé d'élaborer et de mettre à jour l'inventaire permanent des ressources forestières nationales.

CONTEXTE :

A la suite de la fusion avec l'Inventaire forestier national, l'IGN a décidé la création du Laboratoire de l'Inventaire Forestier (LIF) à Nancy, placé au sein de la Direction de la Recherche et de l'Enseignement (DRE), pour compléter son dispositif de recherche qui couvre ainsi l'ensemble des domaines d'intervention de l'Institut. AgroParisTech et l'Inra se sont associés par convention à ce projet de l'IGN.

Les recherches développées par le LIF portent sur trois axes principaux :

- Un axe d'optimisation statistique du dispositif d'inventaire national ;
- Un axe d'enrichissement de la production de résultats, visant à répondre aux attentes et aux besoins nouveaux des utilisateurs dans le contexte fortement évolutif du domaine forestier (changement climatique, stockage de carbone, développement du bois énergie, forte expansion de la forêt française en surface et en volume, nouvelles forêts, nouvelles ressources …) ;
- Un axe d'« inventaire multisource » pour rendre l'inventaire statistique exploitable à des échelles plus opérationnelles, grâce à un ensemble de méthodes associant données terrain et informations auxiliaires issues de cartes, de modèles numériques (MNT), et de télédétection par toute forme de capteurs y compris lidar.

Ces recherches visent à améliorer le rapport coût / performance du dispositif d'inventaire national, à mieux valoriser les données de terrain de l'inventaire et à définir des produits nouveaux obtenus par croisement de ces données avec des données exogènes. Elles ont vocations à être développées en partenariat avec les autres acteurs de la recherche forestière, et notamment l'Inra et AgroParisTech.

LE POSTE :

Le chercheur prendra en charge, au sein de l'unité, les activités et programmes de recherche visant à suivre, au travers des observations du dispositif d'inventaire forestier national, les impacts du changement climatique (et plus généralement des changements globaux) sur les forêts en France. Ceci amènera nécessairement à s'intéresser à l'ensemble des déterminants de la dynamique des forêts françaises, qu'ils soient climatiques ou non.

Ces activités relèvent plus particulièrement du deuxième axe cité ci-dessus. Il s'agira notamment de mettre à profit les observations de croissance et de mortalité de l'inventaire forestier national, associées aux

caractéristiques stationnelles (relevés écologiques et floristiques) et à des données climatiques, pour analyser les paramètres de vitalité des peuplements forestiers, leurs déterminants et leurs changements à l'échelon du territoire métropolitain.

Ceci doit permettre d'aboutir à la production d'informations spatialisées sur la productivité et ses changements éventuels, de dresser des cartes de sensibilité à certains risques (sécheresse, incendie, tempête), et de mettre au point des indicateurs annualisés des impacts des variations climatiques sur les arbres et les forêts, filtrés des effets de la gestion forestière et de la maturation des peuplements.

Le développement de ces activités s'appuiera sur les travaux antérieurs réalisés par l'IFN en collaboration avec la recherche forestière (de l'Inra et d'AgroParisTech en particulier) et poursuivis par le LIF au sein de l'IGN : évolution de la flore forestière, cartographies de la fertilité et de certains de ses facteurs, changements de productivité dans les données historiques d'inventaire.

LE CANDIDAT :

Requis :
- Doctorat dans le domaine de l'écologie forestière statistique, ou travaux équivalents.
- Expérience de recherche dans le domaine de la croissance des peuplements forestiers en lien avec le climat, la sylviculture et le milieu.
- Habilitation à diriger des recherches, ou capacité à l'obtenir rapidement.
- Capacité démontrée à travailler en équipe et en réseau, à collaborer avec d'autres équipes en France et à l'étranger.
- Maîtrise de l'anglais scientifique.

Souhaité :
- Expérience internationale.

Compétences et connaissances recherchées :
- Connaissance en dendrométrie, dendro-écologie, bioclimatologie, croissance des arbres et des peuplements.
- Connaissance des problématiques de suivi/monitoring des forêts et d'inventaire forestier.
- Compétences en analyse et modélisation statistique de données, connaissance du logiciel R.
- Compétences SIG et statistiques spatiales.
- Compétences dans la manipulation, l'utilisation et le croisement de données statistiques avec d'autres sources de données.

Lieu de travail :
Nancy (54)

Personne à contacter :
Jean-Christophe Hervé, directeur du Laboratoire de l'Inventaire Forestier
jean-christophe.herve@ign.fr

Pièces à inclure dans le dossier : Lettre de motivation, CV détaillé.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire et de la Forêt
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
BP207
49411 SAUMUR Cedex 01

Responsable de la formation professionnelle
de la future école supérieure du cheval et de l'équitation (F/H)

Catégorie : A : Professeur de sports , IAE ou contractuel de même niveau **Affectation : site de Saumur (49)** **Poste susceptible d'être vacant : à pourvoir au 1er février 2015** **Cotation : 2**	
PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE, issu du regroupement des Haras nationaux et de l'École Nationale d'Équitation) est un établissement public administratif sous la double tutelle du Ministère de l'agriculture et de la pêche et du Ministère de la ville , de la jeunesse et des sports, de la jeunesse , de l'éducation populaire et de la vie associative.
OBJECTIFS DU POSTE	Le ou la responsable de la formation professionnelle de la future école supérieure du cheval et de l'équitation et de son financement est basé sur le site de Saumur. Il pilote, organise et conduit la mise en œuvre des orientations stratégiques assignées à cette structure. Par son action il ou elle crée du liant et de l'efficience, dans l'organisation, la planification, le suivi et la réalisation des différents stages et regroupements au sein de l'IFCE/ENE. L'agent est placé sous la responsabilité hiérarchique directe du directeur de la formation.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Pour chacune des activités listées ci-dessous (point A à E), la personne recrutée devra : - Proposer des orientations politiques et stratégiques pour l'établissement et le service ; - Identifier les publics et analyser leurs besoins en matière d'orientation et de formation ; - Coordonner la mise en œuvre des différents dispositifs et les évaluer ; - Concevoir une politique active d'information et de communication relative à l'offre de formation et superviser les opérations liées à sa réalisation et à sa diffusion ; - Concevoir, avec les équipes pédagogiques et les partenaires, des dispositifs adaptés aux besoins repérés ; - Piloter des partenariats avec d'autres secteurs du champ de la formation ; - Coordonner les activités du service, gérer les moyens humains et financiers ; - Exercer une activité de veille sur les problématiques de la formation professionnelle ; - Intervenir comme expert dans les différentes instances internes ou externes ; - Faire réaliser des études statistiques sur les parcours d'études et sur l'insertion professionnelle. <u>A Suivi des stages</u> : En coordination avec les secrétariats de la formation et de la direction de la formation, mise en relation et suivi entre les demandeurs, les responsables d'écuries et les formateurs Suivi et management des actions des 40 cadres rattachés à la pratique équestre de l'école supérieure du cheval et de l'équitation Vérification et mise en adéquation de l'offre et de la demande Compte rendu des déroulements avec suivi des planifications <u>B Mise en place et suivi des cohortes</u> DE, DES,FI etc et du réseau des anciens élèves <u>C Mise en place d'une synergie de recouvrement de la taxe d'apprentissage</u> relative aux actions entreprises au sein de l'ENE/IFCE, qui donnent droit à la collecte de cette taxe, contact avec les OCTA. <u>D Accompagnement et suivi des stagiaires demandeurs</u> au sein du réseau IFCE (ENE, ENPH et sites) auprès des organismes de formation (VIVEA) Contact avec les organismes OPCA Montage et suivi des dossiers Réalisation de toutes les démarches administratives permettant la récolte de fonds <u>E Encadrement à titre ponctuel</u> des stagiaires dans des situations équestres prédéfinies ou suivi de dossiers spécifiques (par ex : cheval et châteaux, relation clientèle etc) ; jurys d'examens

<table>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL
DU POSTE</td><td colspan="2">1/ Au sein de l’IFCE/ENE :
Contact avec tous les responsables d’écuries, les formateurs et l’ensemble du personnel chargé du suivi des stages et des élèves.
2/ En externe :
- Les DDCS et DRJSCS ;
- Les conseils généraux ;
- Les conseils régionaux ;
- Les OPCA ;
- Les OCTA.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">CONNAISSANCES</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Bonnes connaissances administratives des actions de formations sportives diplômantes et des filières de formations ;
- Bonne connaissances du monde équestre et de ses filières ;
- Bonne connaissances des problématique du haut niveau dans l'ensemble de ses contingences ;
- Bon niveau de pratique équestre (galop 6 minimum) ;
- Maîtrise des logiciels de bureautique ;
- Maîtrise de l’anglais courant.</td><td>- Disponibilité, flexibilité ;
- Initiative ;
- Sens de la communication ;
- Réactivité ;
- Autonomie et travail en équipe ;
- Sens du management d'équipe ;
- Maîtriser les techniques d’animation de groupe ;
- Maîtriser les techniques de conduite de projet ;
- Développer et entretenir des réseaux de partenaires ;
- Maîtriser les techniques d’expression orale et écrite ;
- Représenter l’établissement ;
- Piloter le budget de la structure dans le cadre des contraintes de la gestion publique ;
- Mobiliser et encadrer une équipe autours de projets communs ;
- Veiller au partage de l’information.</td></tr>
<tr><td>LOCALISATION</td><td colspan="2">Site de l’Ecole Nationale d’Equitation – Terrefort – 49400 Saint Hilaire Saint Florent</td></tr>
<tr><td>PERSONNE(S) A CONTACTER</td><td colspan="2">JM PINEL, Directeur de la formation IFCE / Directeur adjoint de l’ENE – Tél. : 02.41.53.44.04 ou 07 78 05 79 18
jean-michel.pinel@ifce.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

FICHE DE POSTE A POURVOIR

A pourvoir par un fonctionnaire
(en position normale d'activité ou par voie de détachement)

Catégorie :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé d'études pour l'administration des données (H/F)**
Affectation :	Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Directeur de projet
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.
Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires

L'ONEMA a pour mission de contribuer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de l'eau. Pour ce faire, plusieurs bases de données et outils d'information sont mis à la disposition des gestionnaires et/ou du public. A ce titre, l'observatoire des services publics d'eau et d'assainissement collecte et fournit les données nécessaires pour suivre et évaluer les performances techniques, économiques et environnementales des services publics d'eau et d'assainissement des collectivités compétentes. Dans ce cadre, au sein du département connaissance des milieux et des usages et sous l'autorité du directeur de projet, le chef de projet aura en charge :

Activités principales :

- Assurer l'organisation et la modélisation des données du Système d'information « Eau » (SIE) ;
- Représenter l'Onema et le SIE aux groupes de modélisation du Sandre correspondant à son domaine d'activité ;

- Analyser des modèles de données des bases du SIE et conseiller sur leur évolution pour une meilleure conformité au SANDRE ;
- Elaborer et maintenir la documentation des données et des métadonnées, en conformité avec Inspire et data.gouv.fr ;
- Organiser la collecte, les extractions et les échanges de données du SIE ;
- Piloter la qualification et la validation des données et des tests d'intégration ;
- Assister les producteurs et utilisateurs de données ;
- Définir des structures de données proposées à la réutilisation, en lien avec les utilisateurs et les producteurs ;
- Animer des groupes de travail visant à la constitution et à l'amélioration des référentiels du SIE ;
- Contribuer à la démarche qualité du SIE et élaborer des processus dans son domaine en lien avec le correspondant qualité de la DCIE ;
- Mettre au point des méthodologies communes avec les autres administrateurs de données ;
- Participer au groupe ADD du SANDRE au nom du SIE et de l'Onema ;
- Participer à la valorisation des données.

Relations liées au poste

Relations internes
Chefs de projet de la DCIE et Délégation aux Systèmes d'information et équipes SIG
Autres directions de l'établissement
Services territoriaux de l'Onema

Relations externes
Partenaires institutionnels (DREAL, DDT, agences de l'eau, collectivités), MEDDE ;
Partenaires scientifiques, et en règle générale producteurs et utilisateurs des données impliqués dans la gestion des milieux aquatiques, et particulièrement dans la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau ;
Prestataires informatiques et, en règle générale, utilisateurs des données et des applications du SIE

Profil recherché

Formation et expérience :
Master II ou diplôme d'ingénieur
Expérience en modélisation, documentation, qualification et diffusion des données
Expérience en gestion des bases de données ainsi qu'en gestion de la qualité (contrôle, assurance qualité)
Expérience dans le secteur de l'eau ou de l'environnement

Compétences et qualités requises

Connaissances
Connaissance de la modélisation des données et des bases de données
Connaissance dans la documentation des données, dans leur qualification et dans leurs règles de diffusion
Connaissance du domaine de l'eau
Connaissance des langages de définition documentaire : HTML, XML, XSLT
Connaissance d'un langage de programmation courant (JAVA, PERL, PHP, VBA)

Savoir-faire
Animer des groupes de travail ;
Procéder au traitement et à la modélisation de données ;
Maitriser l'utilisation des SGBDs et du SQL ;
Travailler en partenariat

Qualités personnelles requises
Méthode, rigueur et sens de l'organisation

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DFL/CEADD/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 janvier 2015

ONEMA
Office national de l'eau
et des milieux aquatiques

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé d'études sur les indicateurs d'état et de diagnostic (h/f)**
Affectation :	Direction de la connaissance et de l'information sur l'eau (DCIE)
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département Méthodes et outils pour la surveillance et l'évaluation (DCIE)
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Poste susceptible d'être vacant - emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.
Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

L'Office a pour mission de coordonner le Système d'Information sur l'Eau (SIE) par le développement de banques et d'outils, dans le but de : 1- Partager la connaissance pour faciliter la mise en cohérence des différents instruments de la politique de l'eau : 2- Faire évoluer le dispositif de connaissance sur l'eau et les milieux aquatiques pour mieux répondre au contexte économique et aux enjeux environnementaux.

Dans le cadre de son nouveau contrat d'objectifs, l'ONEMA concentre ses efforts sur cinq grands projets prioritaires du SIE pour lesquels la conception et le développement d'indicateurs constituent des besoins méthodologiques essentiels dans les années à venir :

- Dans le cadre de l'outil SEEE qui est basé sur la conception et l'utilisation d'indicateurs tant pour les besoins de rapportage que pour des besoins de diagnostic et de suivi des politiques de l'eau ;

- Dans le cadre des autres banques et outils, qui mettent en place des indicateurs de qualité, des indicateurs de performance ou de diffusion de données de synthèse.

Mission :

Assurer la coordination méthodologique du développement et de l'intégration de ces indicateurs au sein du Système d'Information sur l'Eau (SIE), avec une mission prioritaire sur le développement et l'intégration de méthodes (indicateurs et règles d'évaluation) au sein du Système d'évaluation de l'état des eaux (SEEE), la participation aux travaux d'intégration de ces indicateurs, ainsi que la réalisation des études d'impact des changements de méthodes pour l'évaluation.

Ces missions reposent d'une part sur l'animation et la formation des chefs de projets et des utilisateurs, ainsi que sur un rôle actif de conseil dans la conduite des projets du SIE

Activités :

1. Assurer le suivi méthodologique du développement d'indicateurs d'état et de diagnostic et intégration dans les projets du SIE
2. Coordonner et assister des chefs de projet et utilisateurs des banques et outils du SIE pour l'expression des besoins et la production de spécifications
3. Participer, autant que de besoin, aux instances de conduite du projet SEEE, assurer la coordination avec les prestataires, du conseil technique à la conception et à l'évolution des outils d'évaluation et de simulation et procéder à la recette des développements notamment pour les fonctionnalités en lien avec les indicateurs
4. Coordonner l'utilisation de l'environnement R-SEEE, assurer la maintenance et le développement des bibliothèques
5. Concevoir et réaliser des formations
6. Développer et intégrer des méthodes (indicateurs, règles) selon les spécifications rédigées par leurs concepteurs : rédaction et/ou modification des algorithmes de calcul, suivi des prestations d'implémentation, organisation et assistance à la recette
7. Assister les utilisateurs du SEEE pour le développement, la maintenance et l'évolution des méthodes
8. Conduire des études d'impact des nouvelles méthodes du SEEE et participer au déploiement dans les services utilisateur

Profil recherché

Formation et expérience :
Diplôme d'ingénieur des travaux reconnu par l'État, master I

Compétences :
Connaissance des bases de données (requête SQL, format d'échange XML)
Connaissance du langage et logiciel R
Connaissances approfondies en algorithmique pour les statistiques
Maitriser les statistiques appliquées à l'écologie
Capacité d'animation et de concertation
Aptitude au travail en équipe
Pratique de l'anglais technique

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DCIE/CEIED/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 31 janvier 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Office National des Forêts
Délégation Territoriale Sud Ouest
23, bis Boulevard Bonrepos
31000 TOULOUSE

Chef(fe) des services financiers

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : 12724
Catégorie : A - IPEF - ICPEF- IDAE - AAP - AAHC
Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Toulouse - 31</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : A3</td><td></td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Les services financiers sont composés de 2 pôles chargés des missions suivantes :
- Pôle Budget Finances : Préparation et suivi contrat DT. Comptabilité recettes/dépenses DT. Comptabilité analytique et contrôle de gestion territorial. Marchés territoriaux et approvisionnement du site de Toulouse. Suivi des flottes VA et téléphonie mobile ;
- Pôle Patrimoine et juridique: Veille, analyse et soutien juridique. Gestion foncière : appui aux agences ; Stratégie immobilier bâti et concessions pour l'ensemble de la DT.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Conseil et accompagnement du Délégué Territorial pour la mise en œuvre et la coordination territoriale des politiques de gestion budgétaire, patrimoines et juridiques.
Le chef des services financiers est l'interlocuteur métier des services centraux.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Cf. NdS 09-G-1576 du 28/04/09.
Notamment :
- Animation d'une équipe de14 collaborateurs ;
- Préparation et suivi des contrats de gestion ;
- Pilotage des budgets et comptabilité ordonnateur ;
- Conception et suivi des tableaux de bord ;
- Appui aux DA par animation des responsables budget contrôle ; de gestion en agence ;
- Achats : supervision du plan d'actions territorial ; contenu de de la passation des marchés territoriaux ;
- Juridique : soutien, analyse et veille (hors droit social), gestion des contentieux.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble de la Direction Territoriale Sud-Ouest (Aquitaine et Midi Pyrénées).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-être :</td></tr>
<tr><td>- Niveau I (Bac + 5) ou équivalent.
- Compétences dans les domaines budgétaires, contrôle de gestion, financier et juridique.</td><td>- Maîtrise des outils bureautiques et applicatifs dédiés ;
- Sens de l'animation d'équipe et des relations interpersonnelles Implication, rigueur, anticipation, réactivité Maîtrise de soi ;
- Sens de l'écoute et du dialogue Disponibilité en lien avec les contraintes des calendriers de gestion.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme FAVAREL Hélène - Déléguée Territoriale - Tél : 05.62.73.55.08 helene.favarel@onf.fr
M BUZAT Max - Directeur Financier - Tél. : 06.22.04.98.69 max.buzat@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Office National des Forêts
Délégation Territoriale Sud Ouest
23, bis Boulevard Bonrepos
31000 - TOULOUSE

Chef(fe) du service des Ressources Humaines

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : 13707
Catégorie : A
Personnels concernés : AAHC, AAP, ICPEF, IPEF, IDAE
Localisation : Toulouse</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : A3</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant au 1ER mars 2015</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Management d'un service de 12 personnes délocalisées, en charge des activités suivantes : Pôle personnels fonctionnaires - Pôle personnels ouvriers forestiers - Pôle santé et sécurité au travail et Pôle formation professionnelle</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Analyse des problématiques RH, Conseil et accompagnement du Délégué Territorial pour la mise en œuvre de la politique des ressources humaines, pour la formation, la santé sécurité au travail, pour les relations sociales et pour la conduite du changement, d'une manière unique et cohérente pour l'ensemble de la communauté de travail.
Aide à la décision en matière de RH pour les Services métier et directeurs d'agence.
Gestion prévisionnelle.
Responsabilité des effectifs et de la masse salariale (prévision).
Participation à l'ensemble des consultations et négociations avec les partenaires sociaux (CTPT, CTE, CHST,CHSCT).
Conditions particulières : déplacements à prévoir sur l'ensemble de la DT.

Durée souhaitable au poste : 3 à 6 ans</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Pilotage, coordination et mise en oeuvre sous l'autorité du Délégué Territorial de la politique de gestion des ressources humaines définie aux niveaux national et territorial (personnels fonctionnaires, personnels ouvriers, santé et sécurité au travail, formation professionnelle).
Gestion des IRP , participation à l'ensemble des consultations/négociations avec les partenaires sociaux (comité technique paritaire territorial, comité territorial d'entreprise, les comités d'hygiène et sécurité...).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble de la Direction Territoriale Sud-Ouest (Aquitaine et Midi Pyrénées).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Compétences : Niveau I (Bac + 5) ou équivalent. Compétences dans le domaine des ressources humaines (personnels de droit public et privé) ; - Expérience de management ;
- Savoir-être ;
- Sens de l'animation d'équipe et des relations interpersonnelles ;
- Implication, rigueur, anticipation, réactivité ;
- Maîtrise de soi ;
Sens de l'écoute et du dialogue ;
- Intérêt pour les enjeux humains.</td><td>- Gestion RH - Relations avec les partenaires sociaux.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme FAVAREL Hélène - Déléguée Territoriale - Tél : 05.62.73.55.08
helene.favarel@onf.fr
M BONNAURE Thierry - Chef de Services des Ressources Humaines – Tél. : 06.11.16.00.08 – mail : thierry.bonnaure@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office National des Forêts
Délégation Territoriale Centre Ouest Auvergne limousin

Chef(fe) du Service des Ressources Humaines Territorial

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : 13701
Catégorie A : AAP, AAHC, IDAE, IPEF confirmé, ICPEF
Cotation : A3
Situation du poste : susceptible d'être vacant
Localisation du poste : Boigny sur Bionne (45760)</td></tr>
<tr><td>PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL</td><td colspan="2">La Délégation territoriale (DT) contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau.
La Délégation s'étend sur 6 régions administratives et 26 départements. Elle contribue fortement aux recettes du domaine au niveau national (25%). Elle est organisée en 7 agences territoriales et une agence travaux et études. Elle gère une surface de près de 400.000 ha.
Le chef du service des ressources humaines assure le management d'une équipe de 14 personnes (cible2015) réparties sur les activités suivantes : Pôle de gestion des personnels regroupant au 01/01/2015 les services PEF et POF sur 2 sites : Boigny (POF) et Lempdes (PEF), Pôle SST et cohésion sociale (RSST basé au Puy en Velay) et Pôle formation professionnelle (CMF basé à Poitiers).</td></tr>
<tr><td>OBJECTIFS DU POSTE</td><td colspan="2">Conseil et accompagnement du Délégué Territorial pour la mise en œuvre de la politique des ressources humaines, pour les relations sociales et pour la conduite du changement, d'une manière unique et cohérente pour l'ensemble de la communauté de travail.
Aide à la décision en matière de RH pour les chefs de service DT et directeurs d'agence.(territoriales, études et travaux).
Gestion prévisionnelle.
Responsabilité du suivi des effectifs et de la masse salariale.
Relations avec les partenaires sociaux dans et hors les instances.
Conditions particulières : déplacements à prévoir sur l'ensemble de la DT (26 départements).</td></tr>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXCERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">Pilotage, coordination et mise en oeuvre sous l'autorité du Délégué Territorial de la politique de gestion des ressources humaines définie au niveau national et territorial (personnels fonctionnaires, personnels ouvriers, santé et sécurité au travail, formation professionnelle).
Nécessité d'un relationnel fort avec le directeur de l'agence études et travaux.
Participation active à l'ensemble des instances avec les partenaires sociaux (comité technique territorial, comité territorial d'établissement, comités d'hygiène et sécurité et des conditions de travail).</td></tr>
<tr><td>CHAMP D'INTERVENTION DU POSTE</td><td colspan="2">Ensemble de la Délégation Territoriale COAL avec nécessité de déplacements fréquents et longs compte tenu de la géographie de la DT et de la répartition des services RH sur plusieurs sites.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Compétences : Niveau I (Bac + 5) ou équivalent ;
- Compétences dans le domaine des ressources humaines (personnels de droit public et privé) ;
- Expérience de management ;
- Sens de l'animation d'équipe et des relations interpersonnelles ;
- Implication, rigueur, anticipation, réactivité ;
- Maîtrise de soi ;
- Sens de l'écoute et du dialogue ;
- Intérêt pour les enjeux humains.</td><td>- Gestion RH ;
- Relations avec les partenaires sociaux.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">- M. Yves DUCOS, Délégué territorial COAL - Tél. 02.38.65.47.01 ou 06.09.90.33.54
yves.ducos@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office National des Forêts
Délégation territoriale Sud-Ouest

Directeur(rice) d'agence Etudes

N°du poste : **Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé** **Cotation : A 3** **Situation du poste : vacant** **Localisation du poste : Bordeaux Bruges**	
PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La Délégation territoriale (DT) contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales et les décline à son niveau. La DTSO regroupe les régions Aquitaine et Midi Pyrénées soit 13 départements. Réaliser des prestations de services constitue un axe stratégique conséquent en DTSO. L'ensemble de ce domaine d'activités représente un enjeu important en terme économique pour le solde financier de la DTSO et un enjeu social fort en terme d'emplois à assurer. L'Agence études (AET) assure les activités études et expertises de l'ONF, dans le domaine concurrentiel, patrimonial, et MIG, sur la DT. Ses compétences couvrent les domaines suivants : - Ecologie et gestion des milieux naturels ; - Arbre conseil ; - Maîtrise de la végétation ; - Loisir nature, accueil du public ; - Risques naturels ; - Patrimoine culturel et paysage. Placée sous la responsabilité de la déléguée territoriale, elle est pilotée par un directeur / directrice. Elle est constituée de 3 Unités de Production (UP) géographiques couvrant chacune 1 ou 2 agence(s) territoriale(s). Au 1/1/2015, l'AET DTSO compte 29 chefs de projet et 3 postes de soutien administratif. L'organigramme cible 2015 comporte 26 postes dont 23 chefs de projet et 3 assistants administratifs. L'AET travaille avec l'ensemble des structures du territoire : 5 agences territoriales, 1 agence travaux, 2 services RTM et la mission commerciale bois et services territoriale. Elle doit rechercher des synergies avec les agences études voisines. Elle doit inscrire son activité dans une logique d'entreprise interne, c'est-à-dire satisfaire le client interne, et le cas échéant, par voie de conséquence le client externe. Sa démarche s'inscrit dans une recherche de l'optimisation des moyens de production pour équilibrer les charges et dégager un résultat analytique positif traduisant des gains de productivité. L'objectif chiffre d'affaires de l'AET DTSO se situe à hauteur de 2M€ tous clients confondus, dont environ 80% dédiés à l'activité concurrentielle. Pour l'atteindre, une stratégie « études » sera actualisée, déclinée, mise en œuvre et ajustée en continu à l'échelle du territoire.
OBJECTIFS DU POSTE	- En cohérence avec le PST (plan stratégique territorial) et le COP (contrat d'objectifs et de performance Etat/ONF/FNCOFOR), décliner, mettre en œuvre, suivre et actualiser la stratégie de l'AET pour la réalisation des études visant : o le développement d'une l'activité conventionnelle équilibrée, o la participation aux engagements de l'ONF en matière de MIG et d'excellence environnementale. - Participer à la déclinaison de la stratégie études territoriale à l'échelle de chaque agence territoriale, en relation étroite avec les directeurs d'agence territoriale et la mission commerciale bois et services ; - Piloter et gérer l'AET en vue d'atteindre les objectifs fixés et garantir le bon fonctionnement humain et financier (gestion des moyens, des plannings…), en vue de satisfaire les clients ; - Préparer, négocier, mettre en œuvre et suivre les contrats annuels de gestion et de production de l'AET en interface avec les agences territoriales ; - Représenter l'AET en CODIR DT et faciliter les interfaces avec les autres structures internes (agences territoriales, DT, DG…) et les acteurs externes impliqués dans l'activité études ; - Assurer en propre le pilotage, le management et la gestion de l'UP Landes Nord Aquitaine ; - Contribuer à la recherche d'affaires permettant aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaine des études.

<table>
<tr><td>DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER</td><td colspan="2">- Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité, animer le collectif de l'AET notamment le codir ;
- Etablir et négocier les feuilles de route avec les UP : RUP/Chefs de projet ;
- Arbitrer objectifs et moyens ;
- Organiser et suivre l'activité au sein de l'AET. Vérifier la qualité de la production. Gérer les priorités et les moyens en concertation avec les commanditaires internes. Participer à la production ;
- Définir et mettre à disposition outils et méthodes permettant de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des commandes dans le domaine des études (champs concurrentiel et patrimonial) et d'assurer l'équilibre financier de la structure ;
- Piloter le processus « Réaliser des études et prestations », suivre les indicateurs de performance et de résultats, actualiser les outils et documents de pilotage ;
- S'assurer de la qualité des études produites, avec un niveau de qualité adapté aux enjeux, et en lien avec la satisfaction du client.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">- Contribuer à la recherche d'affaire, notamment en lien avec le pôle commercial services de la DT, afin de permettre aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaine des études ;
- Dialoguer avec tous les interlocuteurs clés liés aux études, et rechercher les partenaires nécessaires pour leur bonne réalisation ;
- Assurer la bonne qualité des interfaces entre agence études et les autres structures (agences territoriales, agence travaux services RTM, mission commerciale bois et services territoriale) ;
- Rechercher l'amélioration continue notamment par un travail partagé avec les structures chargées de réaliser les études dans les territoires, sous l'animation de la DCBS.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Savoir gérer, manager et piloter une organisation sous ses différents aspect
- Bonne connaissance technique de l'ensemble des spécialités composant AET ;
- Compétence en gestion de projets ;
- Compétences en élaboration de devis,
- Connaissance des outils et logiciels nécessaires à la production d'études.</td><td>- Sens du dialogue et de la négociation
- Sens de l'organisation ;
- Capacités d'animation d'équipe ;
- Qualités relationnelles et disponibilité ;
- Qualités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">Mme Hélène FAVAREL Déléguée territoriale- Tél.: 05.62.17.84.48 ou 06.16.17.84.48
helene.favarel@onf.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office National des Forêts
Délégation territoriale Ile-de-France et Nord-Ouest

Directeur(rice) d'agence Etudes

N°du poste : **Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé** **Cotation : A 3** **Situation du poste : vacant** **Localisation du poste : Fontainebleau**	
PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Agence études (AET) assure les activités études et expertises de l'ONF, dans le domaine concurrentiel, patrimonial, et MIG, sur la DT. Ses compétences couvrent principalement les domaines suivants : - Ecologie et gestion des milieux naturels ; - Patrimoine culturel, paysage et accueil ; - Arbre conseil ; - SIG Lidar. Elle est placée sous la responsabilité du délégué territorial et sera composée en 2015 de 22 postes (dont 20 postes de chefs de projet, paysagistes, spécialistes, experts ou conseillers et 1 poste de soutien administratif). Elle sera constituée de 3 Pôles de Compétence constituées en Unités de Production couvrant l'ensemble du territoire Ile-de-France et Nord-Ouest dans leur domaine de compétence L'AET travaille avec l'ensemble des structures du territoire : 6 agences territoriales, 1 agence travaux, et la mission commerciale territoriale bois et services. Elle doit rechercher des synergies avec les agences études voisines. Elle doit inscrire son activité dans une logique d'entreprise interne, c'est-à-dire satisfaire le client interne, et aussi les clients externes. Sa démarche s'inscrit dans une recherche de l'optimisation des moyens de production pour équilibrer les charges et dégager un résultat analytique positif traduisant des gains de productivité. L'objectif chiffre d'affaires « études » de la DT est de 1,3M€ tous clients confondus, dont environ 53% dédiés à l'activité concurrentielle. Pour l'atteindre, une stratégie « études » sera déclinée, mise en oeuvre et actualisée à l'échelle du territoire.
OBJECTIFS DU POSTE	- Décliner, mettre en œuvre, suivre et actualiser la stratégie de l'AET en cohérence avec le PST (plan stratégique territorial) et le COP (contrat d'objectifs et de performance Etat/ONF/FNCOFOR) pour le développement de l'activité études visant : o Le développement de l'activité conventionnelle, o La participation aux engagements de l'ONF en matière de MIG et d'excellence environnementale. - Participer à la déclinaison de la stratégie études territoriale à l'échelle de chaque agence territoriale, en relation étroite avec les directeurs d'agence territoriale et la mission commerciale bois et services ; - Piloter et gérer l'AET en vue d'atteindre les objectifs fixés et garantir le bon fonctionnement humain et financier (gestion des moyens, des plannings…), en vue de satisfaire les clients internes et externes par voie de conséquence ; - Préparer, négocier, mettre en œuvre et suivre les contrats annuels de gestion et de production de l'AET en interface avec les agences territoriales ; - Représenter l'AET en CODIR DT et faciliter les interfaces avec les autres structures internes (agences territoriales, DT, DG…) et les acteurs externes impliqués dans l'activité études ; - Contribuer à la recherche d'affaires permettant aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaine des études.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	- Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité ; Etablir et négocier les feuilles de route avec les UP/PC/Chefs de projet. Arbitrer objectifs et moyens ; - Organiser et suivre l'activité au sein de l'AET. Vérifier la qualité de la production. Gérer les priorités et les moyens en concertation avec les commanditaires internes. Participer à la production ; - Définir et mettre à disposition outils et méthodes permettant de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des commandes dans le domaine des études (champs concurrentiel et patrimonial) et d'assurer l'équilibre financier de la structure ; - Pilotage du processus « Réaliser des études et prestations », suivi des indicateurs de performance et de résultats, actualisation des outils et documents de pilotage. - S'assurer de la qualité des études produites, avec un niveau de qualité adapté

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">aux enjeux, et en lien avec la satisfaction du client.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">- Contribuer à la recherche d’affaire, notamment en lien avec le pôle commercial services de la DT, afin de permettre aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaines des études ;
- Dialoguer avec tous les interlocuteurs clés liés aux études, et rechercher les partenaires nécessaires pour leur bonne réalisation ;
- Assurer la bonne qualité des interfaces entre agence études et les autres structures (agences territoriales, agence travaux, mission commerciale bois et services).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Savoir gérer, manager et piloter une organisation sous ses différents aspects ;
- Bonne connaissance technique de l’ensemble des spécialités composant AET ;
- Compétence en gestion de projets ;
- Compétences en élaboration de devis
- Connaissance des outils et logiciels nécessaires à la production d’études ;
- Connaissance des contenus et contextes de la gestion forestière.</td><td>- Sens du dialogue et de la négociation ;
- Sens de l’organisation ;
- Capacités d’animation d'équipe ;
- Qualités relationnelles et disponibilité ;
- Qualités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">Jean-Luc DUNOYER, délégué territorial Ile-de-France et Nord-Ouest – Tél. : 01.40.19.59.07 ou 01.60.74.92.41.</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
Office National des Forêts
Délégation territoriale Méditerranée

Directeur(rice) d'agence Etudes

Catégorie A : ICPEF, IPEF confirmé, IDAE confirmé, AAHC, AAP confirmé **Cotation : A 3** **Situation du poste : vacant** **Localisation du poste : Montpellier (Hérault)**	
PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Agence études (AET) assure les activités études et expertises de l'ONF, dans le domaine concurrentiel, patrimonial et MIG, sur la DT. Ses compétences couvrent les domaines suivants : - Ecologie et gestion des milieux naturels et forestiers ; - Patrimoine culturel et paysage ; - Arbre conseil ; - maîtrise de la végétation ; - Loisirs nature ; - Aménagement du territoire ; - infrastructures et eau. Elle est constituée de 5 Unités de Production (UP) géographiques couvrant chacune 1 à 2 agences territoriales. Elle est placée sous la responsabilité du délégué territorial et sera composée au 1/1/2015 de 46 postes (1 directeur/directrice, 5 responsables d'UP, 35 chefs de projet et 5 postes de soutien administratif). L'AET travaille avec l'ensemble des structures du territoire : 7 agences territoriales, 1 agence travaux, 1 pôle DFCI, 4 services RTM et le pôle commercial territorial. Elle doit rechercher des synergies avec les agences études voisines. Elle doit inscrire son activité dans une logique d'entreprise interne, c'est-à-dire satisfaire le client interne, et le cas échéant, par voie de conséquence le client externe. Sa démarche s'inscrit dans une recherche de l'optimisation des moyens de production pour équilibrer les charges et dégager un résultat analytique positif traduisant des gains de productivité. L'objectif de chiffre d'affaires « études » interne de la DT à réaliser par l'AET est de 3 M€ tous clients confondus, dont environ 65% dédiés à l'activité concurrentielle. Pour l'atteindre, une stratégie « études » sera déclinée, mise en oeuvre et actualisée à l'échelle du territoire.
OBJECTIFS DU POSTE	- Décliner, mettre en œuvre, suivre et actualiser la stratégie de l'AET en cohérence avec le PST (plan stratégique territorial) et le COP (contrat d'objectifs et de performance Etat/ONF/FNCOFOR) pour le développement de l'activité études visant : Le développement de l'activité conventionnelle, La participation aux engagements de l'ONF en matière de MIG et d'excellence environnementale. - Participer à la déclinaison de la stratégie études territoriale à l'échelle de chaque agence territoriale, en relation étroite avec les directeurs d'agence territoriale et la mission commerciale bois et services ; - Piloter et gérer l'AET en vue d'atteindre les objectifs fixés et garantir le bon fonctionnement humain et financier (gestion des moyens, des plannings…), en vue de satisfaire les clients internes et externes par voie de conséquence ; - Préparer, négocier, mettre en œuvre et suivre les contrats annuels de gestion et de production de l'AET en interface avec les agences territoriales ; - Représenter l'AET en CODIR DT et faciliter les interfaces avec les autres structures internes (agences territoriales, DT, DG…) et les acteurs externes impliqués dans l'activité études ; - Contribuer à la recherche d'affaires permettant aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaine des études.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	- Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité ; - Etablir et négocier les feuilles de route avec les UP. Arbitrer objectifs et moyens ; - Organiser et suivre l'activité au sein de l'AET. Vérifier la qualité de la production. Gérer les priorités et les moyens en concertation avec les commanditaires internes. Participer à la production ; - Définir et mettre à disposition outils et méthodes permettant de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des commandes dans le domaine des études (champs concurrentiel et patrimonial) et d'assurer l'équilibre financier de la

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">structure ;
- Pilotage du processus « Réaliser des études et prestations », suivi des indicateurs de performance et de résultats, actualisation des outils et documents de pilotage ;
- S'assurer de la qualité des études produites, avec un niveau de qualité adapté aux enjeux, et en lien avec la satisfaction du client.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">- Contribuer à la recherche d’affaire, notamment en lien avec le pôle commercial services de la DT, afin de permettre aux agences territoriales de répondre à leurs objectifs conventionnels dans le domaine des études ;
- Dialoguer avec tous les interlocuteurs clés liés aux études, et rechercher les partenaires nécessaires pour leur bonne réalisation ;
- Assurer la bonne qualité des interfaces entre agence études et les autres structures (agences territoriales, agence travaux, pôle DFCI, services RTM, mission commerciale bois et services).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS :</td><td>SAVOIR-FAIRE :</td></tr>
<tr><td>- Savoir gérer, manager et piloter u organisation sous ses différents aspects
- Bonne connaissance technique l’ensemble des spécialités composa AET ;
- Compétence en gestion de projets ;
- Compétences en élaboration de devis ;
- Connaissance des outils et logici nécessaires à la production d’études.</td><td>- Sens du dialogue et de la négociatio
- Sens de l’organisation ;
- Capacités d’animation d'équipe ;
- Qualités relationnelles et disponibilité
- Qualités rédactionnelles.</td></tr>
<tr><td>PERSONNES A CONTACTER</td><td colspan="2">M. Jacques MIRAULT ,Délégué territorial - Tél. : 04.42.17.57. 02
jacques.mirault@onf.fr</td></tr>
</table>

FICHE DE POSTE
Chargé(e) de mission :
« Animation, mise en œuvre de la charte et développement territorial »

Créé en février 2007, le Parc amazonien de Guyane a pour mission de protéger la nature, de valoriser les patrimoines naturels et culturels et d'organiser, avec ses partenaires, un développement économique local adapté aux modes de vie des populations. En plus des missions classiquement dévolues au parcs nationaux, l'Etablissement public du PAG s'est vu confier certaines missions spécifiques (article L331-15-5 du Code de l'environnement) parmi lesquelles : « contribuer au développement des communautés d'habitants qui tirent traditionnellement leurs moyens de subsistance de la forêt, en prenant en compte leur mode de vie traditionnel » et « participer à un ensemble de réalisations et d'améliorations d'ordre social, économique et culturel dans le cadre du projet de développement durable défini par la charte du parc national ».

Le contexte des territoires concernés par le PAG se caractérise par des communes isolées, une forte démographie, un retard des équipements et services et des freins au développement identifiés, dont un déficit important sur les pré-requis au développement. Pour autant, il existe un potentiel local et des perspectives d'activités, tant pour les initiatives privées que publiques, mais elles nécessitent un accompagnement et un soutien adaptés, notamment pour engager une dynamique d'intégration dans l'économie formelle.

Résidence administrative et familiale : Rémire-Montjoly (Guyane).

Statut : Titulaire de catégorie A de la fonction publique d'État ou de la fonction publique territoriale ou contractuel de niveau équivalent.

Missions :

Le chargé de mission intervient sous l'autorité et la coordination de la directrice adjointe. Il a un lien fonctionnel avec les chefs de délégation territoriale, les chefs de service et l'ensemble des chargés de mission et chefs d'antenne.

Activités :

1) Mise en œuvre de la charte

- Suivi et accompagnement des adhésions à la charte
- Animation de la définition et de la mise en œuvre des **conventions d'application de la charte avec les collectivités territoriales** voire des contrats de partenariat (lorsqu'ils concernent des thématiques interservices) :
  - Élaboration des conventions et contrats : animation de la réflexion associant les services et délégations territoriales du PAG, les collectivités territoriales et les éventuels autres partenaires concernés ;
  - Coordination du suivi des conventions / contrats et de leur évaluation.
- Animation du **suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la charte :**
  - Élaboration du dispositif de suivi et d'évaluation de la charte ;
  - Animation de l'instance de suivi et d'évaluation.

2) Déploiement et animation de l'outil EVA pour le suivi des actions du PAG et l'évaluation de la charte :

- Paramétrage et déploiement de l'outil au sein du PAG et en lien avec les référents nationaux (Prestataire ayant développé l'outil, Fédération des PNR, PNF, autres Parcs nationaux) ;
- Formation des utilisateurs du PAG ;
- Animation et suivi de l'utilisation d'EVA ;
- Valorisation des données saisies dans EVA en vue du suivi et de l'évaluation des actions du PAG et de la charte

3) Planification territoriale

Référent pour l'Etablissement public sur les **outils de planification territoriale (documents d'urbanisme, schémas directeurs …) :**

- Participation, auprès des collectivités concernées et autres partenaires (Audeg, DEAL …), à l'élaboration des documents d'urbanisme communaux, intercommunaux et régionaux ;
- Formulation des avis du PAG sur les documents d'urbanisme, de planification et d'orientation : porter à connaissance en interne, collecte des contributions des services et délégations territoriales, construction d'un positionnement partagé de l'établissement public.

Compétences:

Savoirs :

- Connaissance confirmée du fonctionnement et de la culture des parcs nationaux « nouvelle génération » (loi de 2006 et chartes) ;
- Connaissance confirmée des questions et des outils de développement territorial et d'aménagement du territoire ;
- Connaissance souhaité de l'environnement naturel, culturel, social et économique de la Guyane ;
- Une formation de niveau BAC+5 est requise.

Savoir-faire :

- Suivi et évaluation de projets de territoire ;
- Techniques d'animation et de concertation ;
- Maitrise des outils informatiques ;
- Pilotage et management de projet complexe dans ses différentes étapes ;
- Aptitude à rédiger des documents à l'attention de différents publics (scientifiques, élus, institutionnels, communautés locales …).

Savoir-être:

- Organisation du travail et autonomie ;
- Capacité à mobiliser et fédérer autour d'un projet ;
- Capacité d'écoute et de synthèse ;
- Capacité d'adaptation au contexte particulier, compréhension et prise en compte des spécificités culturelles et socioculturelles locales, fréquentes missions de terrain.

Date de prise de poste : 1er mars 2015

Afin de tenir compte du contexte très particulier du Parc amazonien de Guyane, la procédure de recrutement prévoit une évaluation et un entretien avec un jury prévu en semaine 6.

Date limite de candidature : le 20 janvier 2015

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitæ) est à transmettre par courrier postal ou courriel à:

Bérengère BLIN
Directrice adjointe du Parc amazonien de Guyane
1 rue Lederson
97354 REMIRE-MONTJOLY
berengere.blin@guyane-parcnational.fr
Avec copie à Marie-Claude RILOS, Responsable des ressources humaines :
recrutements@guyane-parcnational.fr

Pour tout renseignement contacter :

Gwladys BERNARD, chargée de mission Charte
gwladys.bernard@guyane-parcnational.fr Tél: 05 94 29 12 52 | Port: 06 94 20 48 36

Appel à candidature
Chargé(e) de mission – Activités en milieu marin

Contexte

Le (la) Chargé(e) de mission « activités en milieu marin » assurera, au sein du Pôle « usages et activités » du Parc national des Calanques, la planification, la mise en place, l'animation et le suivi des différentes actions de l'établissement public relatives aux activités professionnelles et de loisirs en milieu marin, pêche non comprise : **plongée sous-marine, plaisance, navigation, transport de passagers, whale-watching, snorkeling et sentiers sous-marins, gestion portuaire**.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Le (la) chargé(e) de mission est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la responsable du Pôle Usages et Activités.

Missions

Le (la) chargé(e) de mission est le référent(e) du Parc national sur les thématiques liées aux activités professionnelles et de loisirs en milieu marin, pêche non comprise.

Activités principales

Le (la) chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

Connaissance des pratiques et des usages

- Développer et améliorer les connaissances inhérentes aux activités socioéconomiques en lien avec les acteurs professionnels et de loisir et leurs structures représentatives dans les domaines de la plongée sous-marine, la plaisance, la navigation, le transport de passagers, whale-watching, snorkeling et sentiers sous-marins la gestion portuaire

- Contribuer à l'acquisition de données de fréquentation relatives à ces activités, dans le cadre des actions et études menées par le parc

Conduite de projets

- Organiser et animer les concertations, élaborer et suivre la mise en œuvre des différents appels à projets et mesures de gestion relatives la pratique durable de ces activités et à l'organisation des usages en mer dans le périmètre du parc

- Animer le réseau de partenaires, élaborer des partenariats, chartes de bonnes pratiques et autres outils de collaboration avec les acteurs du monde professionnel et de loisirs

Réglementation

- Organiser et animer la concertation avec les services de l'état, les instances représentatives des acteurs professionnels ou de loisir afin d'élaborer les propositions de mesures réglementaires qui pourront être soumises par le Conseil d'administration du Parc aux autorités compétentes

- Réaliser une veille juridique locale, nationale et européenne sur le cadre juridique applicable à ces activités

- Instruire les demandes d'autorisation concernant les manifestations nautiques et les navires de transport de passagers (police administrative), expertiser les avis demandés au Parc sur tout projet connexe

Connaissances requises

- Contexte socio-économique et touristique côtier méditerranéen, et plus particulièrement enjeux des activités maritimes et problématiques environnementales
- Fonctionnement des instances représentatives des activités professionnelles et des fédérations et associations liées aux activités de loisirs
- Cadre juridique et technique : code de l'environnement, code des transports

Profil souhaité

Diplômé de l'enseignement supérieur (Cadre A ou Bac + 5 dans le domaine marin) et expérience d'au moins 5 ans sur un poste similaire est requise.

Compétences

- Médiation et concertation
- Animation de réunions
- Animation de réseaux d'acteurs
- Autonomie et esprit d'initiative
- Rigueur et organisation
- Bonne qualité rédactionnelle
- Aptitude au travail en équipe et de terrain en mer
- Maîtrise des outils informatiques et statistiques
- Maitrise de l'anglais souhaitée
- Permis côtier
- Certificat de plongée.

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 1er juin 2015.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE DE MISSION ACTIVITES MILIEU MARIN

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
2, Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 20/01/2015.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant février.

Recrutement d'un(e) Chargé(e) de mission Ecotourisme et marque

Poste à plein temps de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires et par mesure dérogatoire aux contractuels de niveau équivalent (contrat à durée déterminée de 3 ans, sous réserve de validation par le contrôleur financier de l'établissement). Poste actuellement partiellement occupé.

Il est basé à Nice sous l'autorité du Chef du service sensibilisation et valorisation du territoire (SVT).

Il est à pourvoir à compter du 1er mars 2015.

La date limite de réception des candidatures par le Parc national est fixée au 30 janvier 2015.

Rattachement : Service Sensibilisation et Valorisation du Territoire (SVT).

Résidence administrative : Nice

Principaux interlocuteurs internes : Chefs de services, chargés de mission (agropastoralisme, activités de pleine nature, pédagogie, police/évaluation environnementale, ingénierie financière, communication, ...), gardes-moniteurs, postes supports du secrétariat général...

Principaux interlocuteurs externes : Parcs Nationaux de France et les autres parcs nationaux ; institutionnels, associations, fédérations et acteurs socio-économiques de la filière du tourisme et de l'écotourisme ; commission tourisme du Conseil économique, social et culturel ; Fédération Europarc ; Fédération des PNR ; réseaux alpins, régionaux, nationaux, prestataires...

Contexte

Le Parc national du Mercantour est géré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministre de l'Écologie. Ses 85 agents sont répartis au siège (33 personnes – Direction et 3 services) et sur le terrain (50 personnes - 5 services territoriaux). Son budget annuel est de l'ordre de 6,5 millions d'euros en fonctionnement et investissement (subvention du Ministère de l'Écologie principalement).

Parmi les activités existant dans le Parc national, le Tourisme occupe une large place. Cette économie est fortement marquée par la proximité de la Côte d'Azur et par une activité hivernale soutenue. Dans un objectif de diversification et de développement local durable tel qu'inscrit dans la Charte du territoire, le Parc national est fortement engagé dans la Charte Européenne du Tourisme Durable (depuis 2006) et notamment en partenariat avec le Parco Naturale Alpi Marittime avec qui il est jumelé depuis 1987. Son action en faveur de la valorisation du territoire s'est récemment intensifiée avec la création d'une association des acteurs locaux engagés dans un tourisme durable, « Mercantour Ecotourisme ».

Enfin, l'adhésion des communes à la charte du Parc national et leurs attentes en matière de développement durable engagent résolument l'établissement dans une démarche de valorisation

du territoire, principalement de l'aire d'adhésion, et ce grâce à l'attractivité du « label » Parc national, à la préservation de son cœur et à la mise en place d'une démarche de marque collective animée par Parcs Nationaux de France sur le plan national et par chaque parc localement : « Esprit Parc national ». La Charte évoque le sujet du tourisme en de nombreuses parties et les communes sont très attentives aux efforts que le PnM pourra faire à leurs côtés dans la perspective d'améliorer leur notoriété et leur attractivité.

Périmètre de la mission

Le poste de chargé de mission a pour objectif de contribuer à définir puis de mettre en œuvre et d'animer la politique du Parc national en matière de Tourisme Durable en itégrant les objectifs et les orientation de sa Charte. Pour ce faire, il travaillera en étroit partenariat avec les agents de l'établissement et les acteurs du tourisme du territoire mais aussi, plus largement, des départements et de la région. Il sera le correspondant de nos plus proches partenaires (Parco Naturale Alpi Marittime, Parcs Nationaux de France, Réseau Régional des Gestionnaires d'Espaces Protégés PACA, CRT, ADT...). Il sera également l'animateur de la « Charte Européenne du Tourisme Durable » sur le territoire du Parc du Mercantour et contribuera au secrétariat de sa commission tourisme du Conseil économique, social et culturel.

Pour mémoire, les axes stratégiques de la Charte du Parc national du Mercantour, texte transcrivant le projet de territoire, visent l'objectif d'en faire...

> ***« … un territoire qui présente une offre pertinente, efficace et structurée, celle d'un tourisme de nature et de découverte de qualité, tout au long de l'année et réparti sur l'ensemble de sa surface »***

Activités principales :

1/ Écotourisme :

- proposer la politique du Parc national en matière de Tourisme Durable notamment dans le cadre de l'application de la Charte du Parc national et de la Charte européenne de tourisme durable ;
- structurer et animer le réseau des partenaires du Parc en matière de Tourisme Durable (habitants, socio professionnels, collectivités, institutionnels, Association Mercantour Ecotourisme, commission tourisme du CESC,...) ;
- accompagner les socio-professionnels pour le montage de produits d'écotourisme sur le territoire du Parc (opérateurs, Tour opérateurs) ;
- développer les sources de financement extérieures ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan d'action de la CETD : animation du forum, mise en œuvre et suivi du plan d'action, participation au réseau CETD EUROPARC… ;
- piloter la mise en œuvre des actions en matière d'écotourisme inscrites dans les conventions d'application de la charte, ainsi que les projets cofinancés sur ce thème ;
- réaliser le suivi administratif et financier de son portefeuille d'actions.

2/ Marque :

- participation inter-parcs à l'élaboration et au suivi des référentiels de la marque
- mise en œuvre de la politique de marque sur le territoire du PNM
- accompagnement des prestataires locaux souhaitant bénéficier de la marque et de

ceux qui sont marqués (opérateurs, services ou produits)

- mise en place d'outils de suivi, de communication, d'animation et d'évaluation

Pour cette mission, le chargé de mission sera appelé à de nombreux déplacements prioritairement sur l'ensemble des territoires du Parc national du Mercantour et du Parco Alpi Marittime (Italie).

Compétences et connaissances nécessaires :

- Connaissance du fonctionnement, des logiques et enjeux de l'économie du tourisme (opérateurs, institutions, stratégies et planification régionales et nationales, ingégnierie touristique, modalités de fonctionnement des TO...)
- Maîtrise de l'ingénierie de l'écotourisme, de la gestion environnementale des activités touristiques, du développement durable (impacts touristiques, certifications, labels…)
- Techniques de communication, capacités de synthèse, de rédaction et d'élocution
- Fonctionnement des établissements publics (notamment d'un parc national) et des collectivités
- Connaissance du territoire Marittime-Mercantour et notamment du tissu socio-économique, touristique et culturel régional et local
- Règles courantes de mise en œuvre du code des marchés publics
- Travail en mode projet, animation de réseaux et de réunions
- Pratique de langues étrangères (italien nécessaire, même débutant et anglais souhaité)
- Connaissances précises en matière de gestion des marques collectives ;
- Disponibilité, conduite (permis) et marche en milieu montagnard.

Expériences souhaitées :

- Expérience en gestion de projets d'écotourisme,
- Expérience de travail en projet et d'animation de groupes-projets et de réseaux,
- Expérience de conduite de projets relevant notamment des fonds européens,
- Expérience en matière de mise en place de marque collective, à défaut de labels de qualité nationaux ou européens
- Expérience en matière de gestion de projets territoriaux (liée à une charte de parc national, à défaut de parc naturel régional)
- Expérience en matière de mise en place de projets dans le cadre de la CETD

Savoir-être attendus :

- Esprit d'initiative et d'adaptation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation

Candidature :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation manuscrite (scan possible) et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité.

Les dossiers de candidature seront adressés par voie postale de façon à être réceptionnés au plus tard le 30 janvier 2015. Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement organisé au siège du Parc du Mercantour durant le mois de février 2015.

Tous les candidats recevront une réponse à leur candidature, au plus tôt dès que la présélection à l'oral aura été faite, au plus tard lors de la sélection définitive du candidat.

Les candidatures sont à adresser à :

Monsieur Alain BRANDEIS
Directeur du Parc national du Mercantour
23 rue d'Italie
BP 1316
06006 Nice Cedex 1

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter :

Monsieur Florent FAVIER
Chef du service SVT
Tel : 04 93 16 50 80
e-mail : florent.favier@mercantour-parcnational.fr